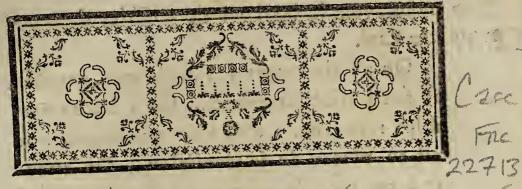
FRES. 29779.2. mon bouse



ADRESSE

Aux Tribunaux de Justice, sur le vingt-unième projet de contre-révo-

L'an second de la Liberté.

Ous avons juré d'être sidèles à la Loi, parce que la loi est invariable dans ses principes, & que ses principes, fondés sur la justice & la raison, condamnent le Magistrat criminel, qui trompe la consiance des Citoyens, en faisant vaciller, au gré de son ambition & de son intérêt, cette Loi sainte, qui doit être & qui serait aussi inébranlable que les rochers des Alpes, si les Juges avaient s'intégrité du moderne Aristide que

nous avons le bonheur de posséder dans notre Cité.

On s'écrie contre le Peuple qui, par fois, se fait justice lui-même... On a aucun tort à lui reprocher; c'est alors que sa conduite est au niveau de la révolution... On attente à ma vie; la supériorité des forces qui se trouvent en moi, fait que je désarme mon assassin, je le traîne dans les Prisons, pour que la Loi le condamne, & des Juges prévaricateurs ont l'audace coupable de l'absoudre!... La nature, la raison me disent, une autre sois & en pareil cas, fais-toi justice, use de représailles; voilà l'origine de la loi du Talion.

Oh! Peuple généreux, qu'on incrimine & qu'on cherche toujours à avilir, pour étouffer dans ton ame le feu sacré de la liberté;
nous gémissons, en voyant que le nombre
de tes désenseurs use encore de ménagemens indignes envers tes ennemis, en plaidant au Tribunal des Nations ta cause, qui
est celle de l'humanité, & qui n'aurait pas
besoin des forces de la raison & de la chaleur vivisiante du sentiment, si nous étions
vraiment des hommes libres, si nous agis-

sions vraiment en hommes libres... On aiguise sur l'Autel de la Patrie le poignard sanglant du despotisme, & on ne rougit point de la pusillanimité que nous montrons à punir les traîtres à la Nation !.. de ces brigands exécrés & voûés à l'opprobre des siècles à venir, dont le bras fratricide tente pour la vingt-unième fois de porter la mort & la désolation dans nos foyers... La Justice les traîne sur l'échaffaut, la Loi les condamne, & les Juges se taisent ... Citoyens, vous seriez indignes du beau titre d'homme libre, si vous faissez le moindre mouvement pour arracher des mains du Peuple, de vos frères, la hâche de la vengeance publique, si souvent provoquée par l'impunité des coupables... Qu'on lui rende justice, & ses forces ne se déploiront point... Mais l'humanuté! Ils l'ont outragée; il ne peutly avoir que les esclaves de l'ancien régime, qui puissent réclamer pour eux l'humanité...Citoyens, Hommes sensibles, résléchissez-y bien : l'impunité enhardit les scélérats, & multiplie les crimes; pardonner aux contrerévolutionnaires qui ont été saisis en flagrant délit, c'est suspendre au-dessus de vos têtes

le glaive de la mort... Juges, vous en qui le Peuple a placé sa confiance, vous qui avez fait serment de ne point la trahir, lorsqu'il déposa entre vos mains son autorité toute puissante; condamnez les ennemis du bien public avec cette intégrité qui rend à la loi toute sa force, & à vos personnes le respect que méritent alors vos vertus.... Si l'ambition, l'intérêt.... Tremblez pour vous-mêmes !... Rien n'offense plus un Peuple libre; rien ne porte plus la douleur, le désespoir & l'indignation dans son cœur, que le lâche & criminel abandon de ses intérêts, par des Citoyens que le Peuple avait chargés de l'emploi honorable de sa défense... Si sa vengeance ne se manifeste pas tout de suite, vous traîneriez dans l'opprobre le le peu de momens de cette existence politique, dont la loi que vous avez trahie vous assure encore la jouissance; mais que de Citoyens pourrez-vous ravir en armant contre vous le bras de la justice outragé!

Citoyens, l'homme qui a mérité notre consiance & qui la trahit, doit la perdre sans retour, & se sentir accablé pendant lereste de sa vie, du poids terrible de notre mépris. Il est impardonnable, le délit atroce dont il s'est rendu coupable en trahissant, le premier, la loi qu'il était chargé de faire exécuter. Lorsque l'homme de la Nation, exténué de besoin & accablé de misère, méprise l'or que la persidie lui offre, ses vertus & sonserment civique le rendent incorruptible; il n'a que son sang à donner pour la cause de la liberté & le maintien des lois qui les lui assurent; mais il est toujours prêt à le répandre. Voilà l'homme vertueux.

Vous, Administrateurs, Municipaux & Juges, qui, dans les dissérens Départemens, Municipalités & Tribunaux de l'Empire, ne rougissez point de vous montrer traîtres à la Patrie & à votre conscience, en adorant le veau d'or... soyez persuadés que votre règne sera de peu de durée, & pour prix de l'abnégation vile & coupable de l'autorité que le Peuple vous a consiée, aux volontés arbitraires du pouvoir exécutif, il ne vous restera que la honte & le regret d'avoir été suicide de vous-mêmes & de votre postérité, en manquant aux premiers devoirs que la Patrie impose à tous les Citoyens.

Ennemis du bien public, qui combinez.

sans cesse, dans le silence & les ténèbres de la nuit, les projets les plus sanguinaires; craignez!.. Craignez!.. de lasser la patience du Peuple... Craignez son réveil; ce lion terrible peut s'élancer sur vous & les vôtres, & porter le carnage & la destruction sur toute votre postérité... Il lui faut toute la force de sa raison, l'obéissance & le respect qu'il a pour les (a) Décrets de ses augustes Représentans, pour concentrer dans son ame toute l'énergie dont la liberté a animé & vi visié son être... Mais au premier coup de canon que vous ferez gronder dans l'atmosphère des têtes courronnées, tremblez de voir toute sa force se déployer, & voir ex pirer, dans des convulsions affreules, le monstre hideux de la tirannie. Il ne nous faut qu'une attaque hostile de la part des tirans, pour nous rendre tout entier à la liberté, & faire jouir les Nations qui nous avoissnent, de ce bien précieux.

⁽a) Chaque Tribunal de Départemens, doit (d'ailleurs la justice, d'accord avec la raison, sont à cet égard la pierre de touche), juger en dernier ressort & sans appel à leurs jugemens, les crie

Citoyens, soyez toujours sur le qui vive; évitez que l'expérience ne vous sasse payer bien cher ses leçons; croyant l'aristocratie morte, ne vous reposez point, braves Ciyens, sur son tombeau infecté; car au moment où vous vous y attendriez le moins,

minels de lèze-Nation, pris en siagrant délit dans ces mêmes Départemens; car jusqu'à présent nous avons vu avec douleur que l'envoi de leurs personnes à l'Abbaye, & des procédures au Comité des Recherches de l'Assemblée Nationale, est le moyen de tout faire passer par les oubliettes. Sur 10 mille contre révolutionnaires, coupables, un seul Favras a été pendu avec sormes. Or, n'est-ce pas forcer le Peuple à se faire justice lui-même, & l'incriminer à cet estet? C'est lui dire, laisse-toi égorger, oublie le serment que tu as sait, de désendre la liberté en laissant jouir les contre-révolutionnaires d'une impunité qui révolte la justice & outrage le bon sens.

Les procédures criminelles envers les contre-révolutionnaires ne doivent pas rester ensouies dans la poussière des Gresses; mais on doit, par l'impression, leur donner toute la publicité possible, & mettre les bons Citoyens en éveil, en dévoilant au grand jour leurs trames ténébreuses.

Dans les circonstances présentes, la surveillance étant une vertu très-nécessaire aux Citoyens, il se-

elle se reveillerait de sa léthargie, & prositerait barbarement de notre sécurité, pour vous plonger dans le sein le poignard de la mort. Citoyens-Soldats, je vous dirai, non par crainte, mais la prévoyance est bonne, & la vie d'un seul Patriote bien précieuse; je vous dirai, couchez avec vos armes, car les ennemis de la liberté n'oseront rien tenter, tant qu'ils vous sentiront en état de désense & prêt à marcher.

Signés, Jacques Monbrion, Citoyen-Soldat de la Garde Nationale Marseillaise; Brard, Soldat de la même Armée, Membres de l'Assemblée Patriotique.

rait, je crois, de la sagésse des Amis de la Constitution de Marseille, d'envoyer une Adresse circulaire aux Amis de la Constitution d'Aix, Toulon, Lyon, Perpignan, Nîmes, & aux dissérentes Sociétés, avec lesquelles nous sommes affiliés, pour qu'ils surveillassent la procédure criminelle qui a lieu envers les contre-révolutionnaires, asin que justice soit rendue à la Nation outragée; si on veut rendre à la Loi sa force & éviter, à la première occasion, que le Peuple se fasse lui-même justice.

A MARSEILLE.

De l'Imprimerie de J. Mossy, Père & Fils, Imprimeurs de la Nation, du Roi & de la Ville. 1790.